



Comprendre les enjeux géopolitiques

Nos ebooks

Thésaurus

Nos écrivains

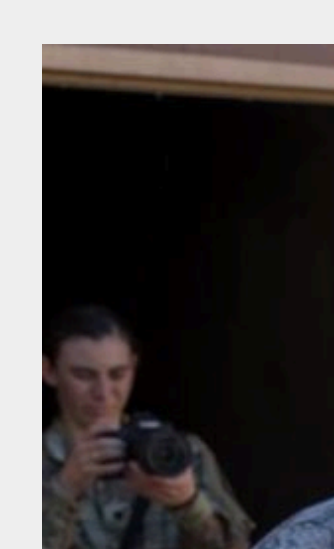
Écrivez-nous...

Publié le avril 20, 2020 par jj

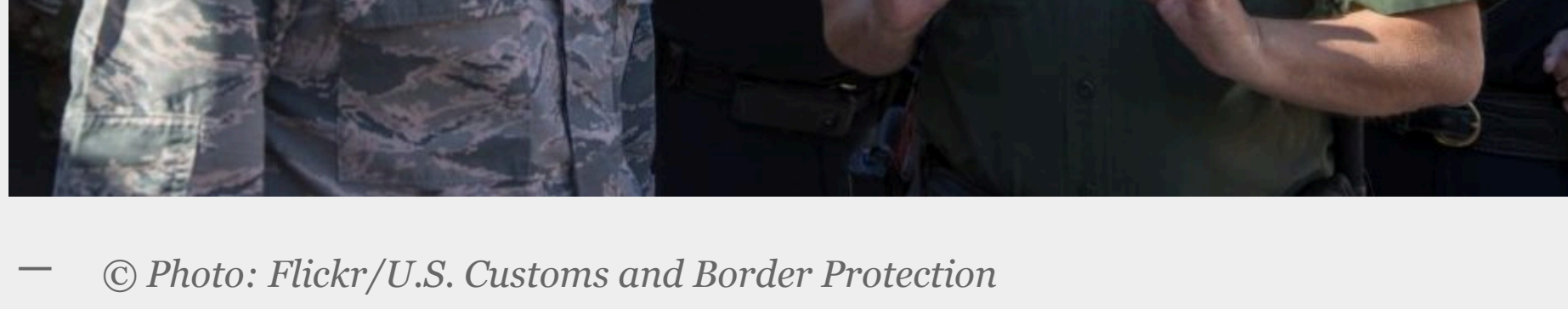
← Précédent Suivant →

Les États-Unis à deux doigts de l’instauration de la loi Martiale

Par Matthew Ehret – Le 3 avril 2020 – Source [Strategic Culture](#)



Dans mon récent [article](#) « *Pourquoi supposer qu’il y aura une élection en 2020 ?* », j’ai profité de la crise multiforme en cours pour revisiter un important coup d’État financé par Wall Street en 1933-1934. Comme je l’ai expliqué dans l’article, ce coup d’État des banquiers a été heureusement dévoilé par un général patriotique nommé Smedley Darlington Butler pendant l’une des époques les plus sombres de l’Amérique et a profondément changé le cours de l’histoire.



— © Photo: Flickr/U.S. Customs and Border Protection

Le complot de l’État profond contre JFK

Le danger d’une guerre mondiale et d’un coup d’État militaire est de nouveau apparu pendant l’administration de courte durée de John F. Kennedy qui s’est retrouvé piégé dans une lutte *à la vie à la mort*, non pas avec la Russie, mais avec le complexe militaro-industriel qui était dominé par les nombreux [Docteurs Folamours](#) de l’état-major de l’armée et de la CIA qui croyaient fanatiquement que l’Amérique pourrait gagner une guerre nucléaire contre la Russie. Les vaillants efforts de Kennedy pour établir un dialogue avec ses homologues soviétiques, progresser vers la paix au Vietnam, soutenir la décolonisation, promouvoir l’exploration spatiale et plaider en faveur d’un traité d’interdiction des essais nucléaires ont fait de lui une cible de l’État profond de cette époque.

Au cours de cette période, cet effort a été mené depuis le sommet par les deux opposants américains les plus puissants de JFK : Allan Dulles, directeur de la CIA, et le général Lyman Lemnitzer, chef de l’état-major interarmées, tous deux partisans d’une [guerre nucléaire préemptive](#), architectes du changement de régime à Cuba avec le fiasco du piège de la baie des Cochons et partisans de l’[Opération Northwoods](#) – un coup monté contre Cuba précurseur du 11 septembre – que JFK a déjoué.

Comme l’historien Anton Chaitkin l’a récemment [rapporté](#) :

«Lemnitzer avait expliqué ce que sa faction considérait comme sa qualification pour ce rôle en août 1960, lorsque, en tant que chef d’état-major de l’armée, il annonça que l’armée était prête à « *rétablir l’ordre* » aux États-Unis après une guerre nucléaire avec l’Union soviétique – pour restaurer la normalité, comme le font les militaires après une inondation ou une émeute.»

Cette intrigue a été détaillée dans un livre quasi-fictionnel écrit par les journalistes d’investigation Fletcher Knebel et Charles Bailey publié en 1962 intitulé [Seven Days in May](#) et rapidement transformé en un film célèbre avec le soutien sans précédent de JFK lui-même qui a donné à l’équipe de tournage, et au réalisateur John Frankenheimer, accès à la Maison Blanche, aux conseillers et au matériel pour le film qu’il croyait que tous les Américains devraient voir.

Dans l’histoire, un lieutenant patriote découvre les plans du coup d’État qui doit avoir lieu lors d’un vaste exercice militaire pendant lequel un président, qui est sur le point de finaliser un traité de désarmement avec la Russie, sera empêché d’agir, bloqué dans un bunker, pendant qu’un régime militaire prend le pouvoir en Amérique.

Dans le scénario du film, le lieutenant a été en mesure d’exposer l’intrigue et de sauver la nation, mais tragiquement, au moment de la sortie du film en 1964, JFK avait été destitué par d’autres moyens. Aujourd’hui, 56 ans plus tard, l’histoire a commencé à se répéter avec des caractéristiques propres au 21^e siècle... et une touche virale.

La scène est à nouveau prête pour la loi Martiale
Un autre président résistant aux changements de régime et à la confrontation nucléaire avec la Russie et la Chine se trouve aujourd’hui à la Maison Blanche en la personne de Donald Trump.

Comme en 1933, l’effondrement financier en cours menace de déchirer le tissu social et économique de l’Amérique, et tout comme en 1963, un puissant complexe militaro-industriel, et un système de banques privées, gèrent un réseau de pouvoir consacré au renversement du résultat des élections de 2016 – et de la révolution de 1776 – par tous les moyens. La plus grande différence aujourd’hui est qu’une pandémie mondiale de coronavirus menace d’être le catalyseur qui justifiera la dictature militaire aux États-Unis et une confrontation nucléaire plus large avec la Russie et la Chine.

Au lieu de noms comme «*Dulles*» ou «*Lemnitzer*», les meneurs du coup d’État d’aujourd’hui ont des noms tels que «*Pompeo*» et «*O’Shawnessy*»... les deux atouts de l’*État profond* très bien placés en 3^e et 4^e places pour prendre la présidence au signal du claquement de doigt.

Terrence O’Shawnessy : l’homme qui pourrait être président
Après avoir glissé silencieusement sous le radar il y a quatre semaines, le gouvernement américain a promulgué un nouveau protocole d’urgence qui étend considérablement les pouvoirs et procédures de la loi Martiale dans le cadre de la «*Continuité du gouvernement*», et qui doit être pris très au sérieux. Ces nouveaux protocoles traitent longuement du déclenchement de la loi Martiale si la nation devenait ingouvernable à travers une variété de scénarios prévisibles que COVID-19 a déclenchés, tels que la «*violence indésirable*» causée par «*la pénurie alimentaire, le chaos financier*» ou aussi si le président, le vice-président et le secrétaire d’État sont tous frappés d’incapacité pour quelque raison que ce soit.

Même si cet acte a été classé «*Super Top Secret*», un [rapport](#) étonnamment détaillé du 18 mars de William Arkin a décrit comment le «*Commandant au combat*» du *US Northern Command* (NORTHCOM) prendra immédiatement le pouvoir dans le cadre des procédures de «*Continuité du gouvernement*» qui ont pris des dimensions monstrueuses sous le contrôle de Dick Cheney à la suite du 11 septembre. Selon *Newsweek*, le nouveau règlement élaboré par les chefs d’états-majors prévoit que l’armée peut prendre le contrôle lorsque «*les autorités civiles dûment constituées ne sont pas en mesure de contrôler la situation*» même lorsque «*l’autorisation du président est impossible*». Arkin décrit les nouveaux protocoles pour «*déléguer*» le leadership à des fonctionnaires de deuxième niveau dans des endroits éloignés ou mis en quarantaine.

Le général O’Shawnessy, ancien adjoint au commandement des Nations Unies en Corée, fait actuellement office de chef du Commandement de la défense aérospatiale de l’Amérique du Nord (NORAD) et a consacré ses 14 derniers mois à la promotion d’une confrontation militaire au-dessus de l’Arctique, qu’il a décrit comme «*la nouvelle ligne de front de notre défense intérieure*» contre la Russie et la Chine qui sont «*déterminées à exploiter le potentiel économique et stratégique de la région*».

NORTHCOM est devenu opérationnel le 1^{er} octobre 2002 dans le cadre de la prise du pouvoir par les *néocons* en Amérique. Ce coup d’État *néocon* qui s’est concrétisé après le 11 septembre a été régi par un [manifeste](#) intitulé *Project for a New American Century* qui exposait une *Pax Americana* obtenue par des mesures policières domestiques, des changements de régime à l’étranger et le confinement d’une Chine et d’une Russie émergentes, tout cela soutenu par une croyance religieuse dans un ordre mondial unipolaire.

À domicile, l’organisation coopère étroitement avec la [FEMA](#) [*Agence fédérale des situations d’urgence*] et le [Department of Homeland Security](#) [*Département de la Sécurité intérieure*], et a une large emprise juridictionnelle englobant non seulement les États-Unis mais aussi le Mexique, le Canada, Porto Rico et les Bahamas, agissant en tant que «*principaux défenseurs contre une invasion des États-Unis*». Le NORTHCOM collabore étroitement avec l’*État profond* en accueillant du personnel du FBI, de la CIA, de la NSA et de la *Defense Intelligence Agency* dans son siège, il est également responsable de la protection du président, du vice-président et du secrétaire d’État.

Plus récemment, RT a [rapporté](#) le 28 mars que O’Shawnessy avait ordonné à des équipes de «*personnel essentiel*» de s’installer au fond de vastes bunkers à 650 mètres sous la surface à Cheyenne Mountain, Colorado, et «*d’attendre la crise du COVID-19*». En annonçant cette mission secrète, le général a tweeté : «*Nos professionnels dévoués du NORAD et du NORTHCOM Command and Control, ont quitté leurs foyers, ont dit au revoir à leurs familles, et sont isolés de tout le monde pour s’assurer qu’ils pourront se tenir à leur postes chaque jour pour défendre notre patrie.*»

D’autres militaires ont été interdits de voyage et ont reçu l’ordre de rester près de leurs bases prêts à l’action et, au 30 mars, plus de 14 600 hommes de la Garde nationale avaient été [déployés](#) dans les 50 États. Bien qu’ils ne puissent pas actuellement exercer des fonctions de police en raison de la [loi américaine Posse Comitatus Act](#) de 1878 [*qui interdit à l’armée d’intervenir sur le territoire des États-Unis dans les affaires civiles*], la loi Martiale rendrait cette restriction nulle et non avenue.

Il convient également de noter qu’un jour seulement après que le coronavirus a été qualifié d’«*urgence de santé publique internationale*» par l’*Organisation mondiale de la santé* le 30 janvier, le secrétaire à la Défense Mark Esper a approuvé les plans nationaux de lutte contre la pandémie et a [averti](#) le NORTHCOM de «*se préparer à se déployer*».

L’auteur de l’article ne pense pas que ce soit une coïncidence si des voix patriotiques qui seraient généralement opposées à un tel programme de loi Martiale ont été mises à l’écart de la vie publique en raison du chaos émergeant du coronavirus avec le diagnostic de COVID-19 du sénateur Ron Paul, le 22 mars, forçant la quarantaine et le départ, politiquement naïf, de Tulsi Gabbard de la course à la présidentielle pour «*se préparer à ses devoirs de garde nationale*». Il n’est pas très difficile d’imaginer un diagnostic COVID-19, réel ou fabriqué, pour écarter le président et d’autres membres du gouvernement à tout moment.

Le temps presse pour l’Amérique et seules des mesures audacieuses et décisives prises courageusement et rapidement peuvent changer le cours de l’auto-annihilation vers laquelle se dirige désormais la république.

Les présidents Xi Jinping et Poutine ont tendu la main pour accueillir l’Amérique et d’autres pays occidentaux dans leur nouveau système multipolaire qui n’est pas construit sur le culte de l’argent ou du militarisme, mais plutôt sur la coopération et la croissance mutuelle créative. La collaboration actuelle entre la Chine et les États-Unis dans le cadre du projet [Airbridge](#) a commencé comme un début de *Health Silk Road* [*Route de la Soie sanitaire*], qui achemine des millions de fournitures médicales en Amérique [*on imagine mal la réciproque, NdT*]. Pendant ce temps, une brillante coalition d’anciens chefs d’État latino-américains a appelé à la création d’un nouvel ordre économique juste et d’un jubilé de la dette en réponse à l’échec du système néolibéral, que dévoile le triple danger actuel, économique, militaire, et civil – avec la loi Martiale.

Matthews Ehret

Traduit par jj, relu par Marcel pour le Saker Francophone

👁 5 986

🐦 📧 📧 📧 📧

Envoyer l'article en PDF Entrez l'adresse e-mail Envoyer

Ce contenu a été publié dans [civile](#), [Contrôle des populations](#), [coronavirus](#), [Etat Profond](#), [Etats-Unis](#), [Fascisme](#), [Guerre](#), [Matthew Ehret](#), [Trump](#) par [jj](#). Mettez-le en favori avec son [permalien](#).

1 REFLEXION SUR « LES ÉTATS-UNIS À DEUX DOIGTS DE L’INSTAURATION DE LA LOI MARTIALE »

Ping : [Le confinement meurtrier – les 7 du quebec](#)

Les commentaires sont fermés.